

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICES**Marché sensible****CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(CCAP)****MARCHÉ PASSÉ SELON LA PROCEDURE FORMALISÉE
EN APPLICATION DES ARTICLES R.2124-1 ET R.2124-2, 1° DU CODE DE LA COMMANDE
PUBLIQUE****Maître de l'ouvrage/Acheteur**

ÉTAT - MINISTÈRE DES ARMÉES
SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE
D'ILE-DE-FRANCE

Représentant de l'acheteur

SID/IDF –USID de VILLACOUBLAY
Section travaux

Objet du marché

Saclay (91) -DGA EP-Mise à hauteur des installations de sécurité incendie- marché d'audit

SOMMAIRE

ARTICLE 1. - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES	4
1.1. - OBJET DU MARCHÉ	4
1.2. - DECOMPOSITION DE LA MISSION EN TRANCHES	4
1.3. - DECOMPOSITION EN PARTIES TECHNIQUES	4
1.4. - PRESTATIONS INTERESSANT LA DEFENSE	4
1.5. - FORMES DE NOTIFICATIONS ET INFORMATIONS	10
1.6. - INTERVENANTS.....	10
ARTICLE 2. - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	11
2.1. - PIÈCES PARTICULIÈRES CONTRACTUELLES	11
2.2. - PIÈCES PARTICULIÈRES NON CONTRACTUELLES	12
2.3. - PIÈCES GÉNÉRALES CONTRACTUELLES.....	12
2.4. - PIÈCES GÉNÉRALES NON-CONTRACTUELLES.....	12
2.5. - PIÈCES À DELIVRER AU TITULAIRE – CESSIION OU NANTISSEMENT DE CREANCES.....	12
ARTICLE 3. - MISSIONS DU TITULAIRE.....	12
ARTICLE 4. - DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS - PENALITES.....	12
4.1. – DELAIS	12
4.2. - PENALITES	13
ARTICLE 5. - LIVRABLES	14
5.1. - PRESENTATION DES LIVRABLES.....	15
5.2. LA CHARTE RELATIONS FOURNISSEURS RESPONSABLES (RFR).....	15
ARTICLE 6. - PRESTATIONS – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	15
6.1 – CONTENU DES PRIX.....	15
LE TEMPS MINIMUM INDIQUE POUR LES REUNIONS S'ENTEND DU TEMPS EFFECTIF SUR SITE HORS TEMPS	
CONSCRE AUX FORMALITES D'ACCES AU SITE ET HORS TEMPS DE TRAJET.....	16
LES PRESTATIONS FAISANT L'OBJET DU PRESENT MARCHÉ SONT REMUNEREES EN EUROS PAR L'APPLICATION	
D'UN PRIX GLOBAL ET FORFAITAIRE PRECISE A L'ARTICLE 2 DE L'ACTE D'ENGAGEMENT.	16
6.2 - MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	16
6.3 - VARIATION DANS LES PRIX.....	17
6.4 - DELAIS GLOBAUX DE PAIEMENT.....	18
6.5 - FACTURATION	19
6.6 - INTERETS MORATOIRES	19
6.7 - PAIEMENT DES COTRAITANTS ET DES SOUS-TRAITANTS	20
ARTICLE 7. - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ.....	21
7.1 - RETENUE DE GARANTIE	21
7.2 - AVANCES	21
ARTICLE 8. - ADMISSION DES LIVRABLES ET PRESTATIONS	21
8.1. OPERATIONS DE VERIFICATION.....	21
8.2. ADMISSION DES LIVRABLES.....	22
8.3 - ADMISSION DES PARTIES TECHNIQUES	22
8.4 - ACHEVEMENT DE LA MISSION	22
ARTICLE 9. - ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS	22
ARTICLE 10. RESILIATION DU MARCHÉ	23
10.1. RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL	23
10.2. RESILIATION POUR AUTRES MOTIFS	23
ARTICLE 11. – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE.....	23
11.1. REGIME DES CONNAISSANCES ANTERIEURES	23
11.2. SAVOIR-FAIRE	24

11.3. REGIME DES RESULTATS.....	24
11.4. DESTRUCTION DES DONNEES.....	24
ARTICLE 12. - NON CANDIDATURE AUX MARCHES DE CONCEPTION ET DE REALISATION ET AUX MARCHES DE TRAVAUX.....	24
ARTICLE 13. – OBLIGATION DE TRANSMISSION DE DOCUMENTS.....	24
13.1. APPLICATION DE LA REGLEMENTATION DU TRAVAIL.	24
13.2. ASSURANCES.....	25
ARTICLE 14. – DIFFERENST ET LITIGES.....	25
ARTICLE 15. - DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX	25

ARTICLE 1. - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Préliminaire : le cahier des clauses administratives générales de prestations intellectuelles (C.C.A.G PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 est applicable au présent marché. La liste des dérogations à ce document appliquées par le présent CCAP figure en dernière page.

Préambule : L'acheteur est le pouvoir adjudicateur qui conclut le marché avec le titulaire.

1.1. - Objet du marché

Le présent marché a pour but la réalisation d'un audit des installations existantes assurant la protection incendie sur l'emprise de DGA Essais propulseurs à Saclay (91).

Les résultats du présent audit devront permettre de générer et de chiffrer des propositions techniques visant à la résolution voire à l'amélioration des installations servant à la protection incendie du centre ainsi qu'à la protection des personnes, des biens et de l'environnement.

1.2. - Décomposition de la mission en tranches

La mission n'est pas divisée en tranches.

1.3. - Décomposition en parties techniques

Les prestations sont scindées en trois (3) parties techniques au sens de l'article 22 du C.C.A.G./P.I. définies ci-après :

- Partie Technique 1 : Diagnostic du réseau incendie à base d'eau
- Partie Technique 2 : Diagnostic et analyse des matériels de détection et d'extinction
- Partie Technique 3 : Diagnostic des matériels concourant à la protection incendie

1.4. - Prestations intéressant la défense**1.4.1. - Obligations de discrétion**

Tout personnel de la société ayant à intervenir à un moment quelconque du déroulement de l'opération détient les informations s'y rapportant à titre confidentiel. Il doit en faire un usage strictement personnel pour l'exercice exclusif de sa mission et s'interdire toute diffusion, même à ses proches, d'informations portant sur les études et prestations concernées.

En application de l'article 5.1 du CCAG/PI, le titulaire est tenu de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que des informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers. Il doit notamment informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit aussi s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Pour tout manquement aux obligations de discrétion du titulaire, le marché peut être résilié aux frais et aux torts du cocontractant dans les conditions fixées à l'article 39 du C.C.A.G P.I, sans qu'il puisse prétendre à une indemnisation et sans préjuger des poursuites judiciaires éventuelles.

1.4.2. - Mesures de sécurité propres à la Défense

Les prestations faisant l'objet du présent marché intéressent la Défense ; le titulaire doit en conséquence se conformer aux stipulations du C.C.A.G/PI notamment en son article 5.3.

L'entreprise est informée que l'ensemble du personnel participant aux prestations fera l'objet d'une enquête administrative (contrôle primaire) lors de la période de préparation. L'enquête administrative

est effectuée dans un délai moyen de deux mois. La délivrance des autorisations peut varier en fonction de la nationalité de la personne physique, en raison des formalités et complications que peut générer la coopération avec les autorités étrangères. Le représentant de l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable de l'allongement du délai d'instruction des demandes d'autorisation qui serait lié à la nationalité étrangère du personnel.

Le titulaire est informé que toute personne faisant l'objet d'une enquête administrative « avec réserve » se verra automatiquement refuser l'accès au site. Le titulaire s'engage dans cette hypothèse à remplacer les personnels faisant l'objet d'un avis défavorable. Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix.

1.4.3. - Contrôle nominatif

Une liste nominative des personnels participant aux prestations sera établie et fournie par le titulaire pour une date à fixer par le représentant de l'acheteur. Cette liste doit comporter pour chaque personnel les références de la carte d'identité ou celles de la carte de séjour pour les étrangers. Pour ceux-ci, comme l'autorise l'article D 1221-24 du code du travail, le représentant de l'acheteur exigera à l'appui de la liste nominative la fourniture des copies des titres de travail. Tout étranger titulaire d'un titre de travail dont la date de validité est périmée, devra être exclu du site.

Le titulaire devra certifier que tous les personnels qu'il emploie sur le site sont en règle vis-à-vis des dispositions légales relatives aux conditions d'emploi de la main-d'œuvre.

Le titulaire devra s'engager à tenir à jour cette liste nominative.

1.4.4. Contrôle des accès

Pour être admis à pénétrer et à circuler dans l'enceinte militaire, tous les personnels des entreprises devront être munis du laissez-passer qui leur sera fourni par la DGA. La demande pour tout laissez-passer devra être présentée au représentant de l'acheteur dans les délais qui seront notifiés lors de la période de préparation. Ce laissez-passer comporte une photographie et des renseignements issus de la carte d'identité ou du titre de séjour pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel pourront être opérés à tout moment par l'inspection du travail. Les laissez-passer seront à restituer dès la fin des prestations.

Le titulaire devra supporter toutes les conséquences qu'entraînerait tout refus de laissez-passer que les services auront jugé utile, sans que ces derniers aient à en connaître le motif.

1.4.5 - Restrictions diverses

Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui seront remis par le représentant de l'acheteur en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

1.4.6.- Le marché est un « contrat classé »

Le présent marché est un marché dit SENSIBLE.

1.4.6.1. Dispositions générales.

Outre les dispositions de l'article 5 du CCAG PI, et dans le cadre des dispositions législatives et réglementaires en matière de protection du secret de la défense nationale, le titulaire s'engage à prendre toutes les mesures utiles pour assurer lors de l'exécution du marché la protection absolue des informations ou supports classifiés qui peuvent être détenus dans les lieux ou locaux auxquels le titulaire, sans avoir besoin de connaître ces informations classifiées, aura accès pour l'exécution du marché.

Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des textes suivants:

- *L'instruction générale interministérielle n° 1300/SGDN/PSE/SSD, relative à la protection du secret de la défense nationale, annexée à l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de ladite instruction ;*
- *Les articles 413-9 et 413-12 du code pénal.*

1.4.6.2. Obligations du titulaire.

Le titulaire reconnaît :

- *Qu'il n'a pas à connaître ou détenir, pour l'exécution du marché, d'informations couvertes par le secret de la défense nationale ;*

Pour cela, le titulaire reconnaît avoir fait signer par les personnels, appelés sous sa responsabilité à un titre quelconque à intervenir pour son compte pour exécuter les prestations du présent marché, une déclaration individuelle (annexe n° 01) par laquelle lesdits personnels attestent :

- *Avoir pris connaissance des articles 413-9 à 413-12 du code pénal ;*
- *Qu'ils n'ont pas, sous peine de poursuites pénales, à connaître ou détenir des informations couvertes par le secret de la défense nationale ;*

Le titulaire s'engage :

- *À ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée et autorisées par l'autorité responsable du site (ou son représentant), accèdent aux lieux d'exécution des prestations.*
- *À remettre à l'autorité contractante la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès de ces personnes à ces lieux d'exécution.*
- *À informer ces personnes qu'elles devront se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'elles pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du marché, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le marché.*

Aucune dérogation aux prescriptions ci-dessus ne pourra être acceptée de l'acheteur, y compris en vue de pourvoir au remplacement inopiné, fortuit ou même urgent d'un personnel du titulaire.

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, sans préjudice des sanctions pénales.

Le titulaire s'engage à transcrire les obligations issues du présent article dans les contrats passés avec ses sous-traitants autorisés.

Les personnes devant participer aux prestations du présent marché devront préalablement avoir fait l'objet d'une enquête administrative conformément à l'article 5.3.2 de l'instruction générale interministérielle précitée et avoir reçu une autorisation de la part de l'autorité responsable du site.

Les employés occasionnels et les intérimaires sont autorisés, sous réserves d'avoir remplis les obligations citées dans le paragraphe précédent.

- *À ce que seules les personnes ayant préalablement souscrit la déclaration précitée et autorisées par l'autorité responsable du site (ou son représentant), accèdent aux lieux d'exécution des prestations.*
- *À remettre à l'autorité contractante la ou les déclarations individuelles ci-dessus avant tout accès de ces personnes à ces lieux d'exécution.*
- *À informer ces personnes qu'elles devront se conformer strictement aux règles de protection des informations sensibles qu'elles pourraient avoir à connaître au titre de l'exécution du marché, ainsi qu'au règlement intérieur, aux règles de sécurité et de contrôle en vigueur dans l'établissement dans lequel sont exécutées les prestations et n'accéder qu'aux seuls locaux et installations concernés par le marché*

1.4.6.3. Dispositions applicables aux documents et supports portant la mention « Diffusion Restreinte » désignés à l'annexe A.

1. Les informations objet des documents et supports désignés à l'annexe A, sont la propriété du ministère des armées, sauf mention expresse particulière.

2. Le titulaire s'engage :

- à ne communiquer ces informations et supports qu'aux personnes ayant besoin d'en connaître pour l'exécution du marché ;*
- à retranscrire les obligations du présent article à tous ses sous-contractants qui ont besoin de connaître ces documents et supports pour l'exécution du présent marché ;*
- à ne pas rendre publics ces documents et supports, sauf autorisation expresse et écrite de la personne publique ;*
- à informer les personnes ayant accès, dans le cadre de l'exécution du présent marché, aux informations contenues dans les documents et supports désignés à l'annexe A, qu'elles devront se conformer strictement aux règles de protection figurant dans le présent article.*

1. Le titulaire ne peut prétendre, au regard de l'application de ces mesures particulières de sécurité, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des obligations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution du marché.

2. Le titulaire ne peut en aucun cas se considérer dégagé des obligations décrites dans le présent article même après achèvement ou résiliation du marché, sauf accord exprès et écrit de l'acheteur public.

5. Le titulaire reconnaît avoir pris connaissance des textes suivants :

- L'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale annexée à l'arrêté du 09 août 2021 portant approbation de ladite instruction ;*
- L'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n°901/SGDSN/ANSSI.*

6. Les documents et supports désignés en annexe A et portant la mention « Diffusion Restreinte » et leurs éventuelles copies réalisées conformément au paragraphe 9, ne peuvent être détenus que par des personnels qui ont été préalablement nommément désignés par le titulaire. La liste et l'identité des personnes concernées sont tenues à jour de manière permanente par le titulaire et communiquées par ce dernier à la personne publique sur simple demande.

7. le titulaire s'engage à ce que les documents et supports figurant en annexe A et désignés par la mention « Diffusion Restreinte » et leurs éventuelles copies réalisées conformément au paragraphe 9, soient conservés dans des meubles fermant à clés jusqu'à leur destruction dans les conditions du paragraphe 11.

8. La reproduction, y compris l'impression papier et la copie à partir de support informatique, des documents et supports figurant en annexe A et portant la mention « Diffusion Restreinte », doit être limitée au strict nécessaire à l'exécution du marché.

10. Le titulaire s'engage à transmettre les documents et supports portant la mention « Diffusion Restreinte » et leurs éventuelles copies réalisées conformément au paragraphe 9, uniquement :

- A l'intérieur de ses locaux sous enveloppe ou par personne désignée par le titulaire ;*
- A l'extérieur :*

- sous double enveloppe, l'enveloppe intérieure portant la mention « Diffusion Restreinte » et les références du document, l'enveloppe extérieure ne comportant que les indications nécessaires à la transmission ;
- par voie postale en France métropolitaine vers les départements, régions ou collectivités d'outre-mer, par un moyen garantissant la bonne réception du document ;
- par voie postale, vers l'étranger, par un moyen garantissant la bonne réception du document sauf si ces documents portent également la mention « Spécial France » ; les documents portant la mention « Spécial France » ne peuvent sortir des frontières du territoire que par valise diplomatique.

11. Pour le traitement, le stockage ou la transmission des informations et supports portant la mention « Diffusion Restreinte », le titulaire s'engage à utiliser uniquement des systèmes d'information qui ont fait l'objet d'une homologation de sécurité (par exemple, pour la transmission du type logiciel ACID cryptofiler) conformément à l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n°901/SGDSN/ANSSI.

12. A l'issue des opérations de vérification, qui nécessitent la détention des documents et supports désignés en annexe A et portant la mention « Diffusion Restreinte », le titulaire s'engage à :

- détruire les documents et supports figurant en annexe A et identifiés par la mention « Diffusion Restreinte » et la totalité des éventuelles copies réalisées conformément au paragraphe 9 (y compris, le cas échéant, à exiger la destruction de celles réalisés par les sous-contractants) ;
- effacer toutes les versions informatiques de ces documents et supports en ayant recours à des produits de sécurité homologués par l'agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) du type logiciel ACID cryptofiler ;

1.4.6.4. Dispositions particulières applicables aux livrables désignés à l'annexe A.

1. le titulaire s'engage à ne pas rendre publiques les versions de travail et la version définitive, de ces livrables, sauf autorisation expresse de l'acheteur public.

2. Le titulaire s'engage à ne communiquer les versions de travail et la version définitive des livrables listés à l'annexe A qu'aux personnes ayant besoin d'en connaître pour l'exécution du marché.

3. Les versions de travail et la version définitive des livrables listés à l'annexe A ne peuvent être détenues que par des personnels qui ont été préalablement nommément désignés par le titulaire et dont la liste est tenue à disposition de l'acheteur public et de tous les représentants de ce dernier.

4. Le titulaire s'engage à ce que les versions de travail, la version définitive des livrables listés à l'annexe A et leurs éventuelles copies réalisées conformément à l'article 5, soient conservées dans des meubles fermant à clés jusqu'à leur réception.

5. La reproduction, y compris l'impression papier et la copie à partir de support informatique, des versions de travail et de la version définitive des livrables listés en annexe A, doit être limitée au strict nécessaire à l'exécution de la prestation.

6. Le titulaire s'engage à transmettre les versions de travail, la version définitive livrables listés à l'annexe A et leurs éventuelles copies réalisées conformément au paragraphe 5, uniquement :

- à l'intérieur de ses locaux sous enveloppe ou par personne désignée par le titulaire ;
- vers l'extérieur :
 - sous double enveloppe, l'enveloppe intérieure portant la mention « Diffusion Restreinte » et les références du document, l'enveloppe extérieure ne comportant que les indications nécessaires à la transmission ;
 - par voie postale en France métropolitaine vers les départements, régions ou collectivités d'outre-mer, par un moyen garantissant la bonne réception du document ;
 - par voie postale, vers l'étranger, par un moyen garantissant la bonne réception du document sauf s'il est précisé dans l'annexe A que ces documents relèvent de la mention « Spécial France » ; dans ce cas, ces documents ne peuvent sortir des frontières du territoire que par valise diplomatique.

Le titulaire s'engage à ce que les documents pour lesquels l'annexe A indique qu'ils relèvent de la mention « Spécial France », et leurs éventuelles copies réalisées conformément au paragraphe 5, ne soient communiqués, en aucune circonstance, en tout ou partie, à un Etat étranger ou à l'un de ses ressortissants, à une organisation internationale ni à une entreprise de droit étranger.

7. Pour le traitement, le stockage ou la transmission des versions de travail, de la version définitive des livrables listés à l'annexe A, le titulaire s'engage à utiliser uniquement des systèmes d'information qui ont fait l'objet d'une homologation de sécurité (par exemple, pour la transmission du type logiciel ACID cryptofiler) conformément à l'instruction interministérielle relative à la protection des systèmes d'informations sensibles n°901/SGDSN/ANSSI. Les documents informatiques pour lesquels l'annexe A indique qu'ils relèvent de la mention « Spécial France », ne peuvent être acheminés, par voie électronique, que par un canal national spécifique de transmission offrant toutes les garanties de sécurité et de cloisonnement répondant notamment aux exigences visées à la dernière phrase du paragraphe 6.

8. Une fois les livrables listés en annexe A réceptionnés, le titulaire s'engage à :

- *détruire toutes les versions papiers de travail et définitive de ces livrables et de leurs éventuelles copies réalisées conformément au paragraphe 5 (y compris, le cas échéant, celles réalisés par les opérateurs économiques auxquels il a envisagé de recourir) ;*
- *effacer toutes les versions informatiques de ces documents et supports en ayant recours à des produits de sécurité homologués par l'agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) du type logiciel ACID cryptofiler ;*

9. le titulaire ne peut en aucun cas se considérer dégagé de ses obligations même après achèvement ou résiliation du marché, pour quelque motif que ce soit, sauf accord exprès et écrit de l'acheteur public.

10. le titulaire s'engage à retranscrire ses obligations à tous ses sous-contractants qui ont besoin de connaître les versions de travail et les versions définitives des livrables listés à l'annexe B du présent marché.

1.4.7.- Protection des données à caractère personnel (RGPD).

Sans objet.

1.5. - Formes de notifications et informations

1.5.1. - Communication au titulaire

Par dérogation à l'article 3.8 du CCAG PI, les OS sont écrits, signés, datés et numérotés. Ils sont adressés au titulaire ou en cas de groupement au mandataire, sous forme dématérialisée (courriel) ou par lettre simple. Le titulaire renvoie immédiatement un exemplaire après l'avoir signé et y avoir porté la date à laquelle il l'a reçu.

Lorsque le titulaire ou mandataire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des réserves de sa part, il doit, sous peine de forclusion, les présenter par écrit, dans un délai de 15 (quinze) jours décomptés ainsi qu'il est prévu à l'article 3.8.2 du C.C.A.G./P.I.

En précision de l'article 3.1 du C.C.A.G./P.I., toute décision ou communication de l'acheteur ou de son représentant sera transmise directement par l'acheteur ou son représentant par lettre recommandée avec accusé de réception ou via un ordre de service (OS) ou par voie dématérialisée avec accusé de réception. Un OS daté et signé du titulaire vaut réception.

1.6. - Intervenants

1.6.1. - Représentant de l'acheteur

En précision de l'article 3.3 du CCAG/PI, l'acheteur désigne le chef de l'USID de Villacoublay, représentée par le chef de la section travaux, comme personne physique habilitée à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché, dès sa notification. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au titulaire, les décisions nécessaires engageant l'acheteur.

1.6.2. - Personne représentant le titulaire

Par dérogation à l'article 3.4.1 du CCAG/PI, le titulaire désigne dans l'acte d'engagement la ou les personnes physiques habilitées à le représenter (titulaire physique et remplaçant) dans sa mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage. Les documents et avis devront être signés par la personne nommément désignée.

En cas de changement de la ou des personnes physiques précédemment désignées, le titulaire devra en informer par écrit et sans délai le représentant de l'acheteur conformément à l'article 3.4.3 du CCAG/PI pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise. L'acheteur se réserve la possibilité de rejeter une telle demande si les compétences ou l'expérience de la personne physique sont inadaptées ou insuffisantes.

Il appartient au titulaire de définir le nombre, les durées et horaires de présence, et la qualité du personnel mis en place pour faire face à ses obligations contractuelles.

1.6.3. - Sous-traitance

Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, le représentant de l'acheteur **impose aux titulaires et aux sous-traitants l'utilisation des services dématérialisés de la société SUBCLIC (<https://subclic.com/>)**. Pour satisfaire cette obligation, le titulaire est tenu de compléter l'article 6 de

l'acte d'engagement désignant la personne physique de l'entreprise responsable de la vérification et de la signature des actes de sous-traitance.

Il s'agit d'un outil informatique gratuit pour les entreprises, qui permet, la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance.

L'inscription doit être maintenue active pendant toute la durée du **contrat**.

Le guide de démarrage pour déclarer un sous-traitant est annexé au présent CCAP.

Si le titulaire désire, durant l'exécution du marché, modifier le montant des prestations sous-traitées, il devra en faire préalablement la demande au représentant de l'acheteur par une demande d'acte spécial modificatif.

L'acte spécial devra être adressé au représentant de l'acheteur.

Conformément à l'article L2193-8 du Code de la commande publique, toute demande de sous-traitance anormalement basse ou de modification de sous-traitance au moment de l'exécution du marché, remettant en cause le marché initial, se verra être refusée.

1.6.4. Autres intervenants

Le cas échéant, le nom et les missions d'autres intervenants seront communiqués au titulaire en cours d'exécution du marché.

ARTICLE 2. - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Les pièces contractuelles qui constituent le présent marché sont indiquées ci-après par ordre de priorité. Ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées en cas de contradiction ou de différence entre elles.

En cas de contradiction entre la pièce principale et son annexe, la pièce principale prévaut. En cas de contradiction entre deux annexes, l'annexe dont le numéro est le moins élevé prévaut.

2.1. - Pièces particulières contractuelles

Par dérogation à l'article 4-1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité :

- l'**Acte d'Engagement** (AE) et ses annexes éventuelles ;
- le présent **Cahier des Clauses Administratives Particulières** (CCAP) et son annexe relative à la déclaration individuelle de responsabilité ;
- le **Cahier des Clauses Techniques Particulières** (CCTP) assorti des documents ci-après :
 - a. un (1) plan (**Diffusion Restreinte**) et deux (2) annexes

NUMERO	DESIGNATION
<i>1/Plan</i>	Plan de l'emprise (DR)
<i>2/Annexe1</i>	Liste (non exhaustive) des bouches et poteaux incendies
<i>3/Annexe2</i>	Liste (non exhaustive) des installations d'explosimétrie

- le mémoire technique fourni à l'appui de l'offre ;
- actes spéciaux de sous-traitance, étant établi que le montant de ces actes spéciaux ne modifiera pas les documents de décomposition du prix global et forfaitaire et que les montants éventuellement sous-traités ne pourront être supérieurs aux prix correspondants mentionnés dans les documents de prix.

Les exemplaires originaux conservés dans les archives de l'acheteur font seul foi.

En cas de contradiction entre la pièce principale et son annexe, la pièce principale prévaut.

2.2. - Pièces particulières non contractuelles

Les pièces ci-dessous sont contenues dans le dossier de consultation mais ne sont pas contractuelles :

- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF)

2.3. - Pièces générales contractuelles

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini au 3-3-2. sauf pour celles dont l'application immédiate est rendue obligatoire par la réglementation française :

- 1) Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics prestations intellectuelles (CCAG PI) approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui le modifie ;

2.4. - Pièces générales non-contractuelles

- 1) L'arrêté du 19 mai 2020 relatif aux modalités d'application des règles relatives aux interventions d'entreprises extérieures et aux opérations de bâtiment et de génie civil dans un organisme du ministère de la défense

2.5. - Pièces à délivrer au titulaire – cession ou nantissement de créances

Conformément à l'article 4.2.2 du C.C.A.G./P.I, il appartient au titulaire de faire la demande de remise de l'exemplaire unique du marché. La copie certifiée conforme des pièces particulières constituant le marché et les pièces contractuelles postérieures à sa conclusion lui seront alors délivrées en unique exemplaire et gratuitement.

ARTICLE 3. - MISSIONS DU TITULAIRE

Les missions du titulaire du présent marché sont définies à l'article 4,5,6,7 et 8 du CCTP.

ARTICLE 4. - DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS - PENALITES

4.1. – Délais

Les délais prévisionnels d'exécution du marché sont renseignés à l'article 3 de l'Acte d'engagement.

Par dérogation à l'article 13.1.1 du CCAG/PI, les dates de début et de fin d'exécution des prestations de chacune des parties techniques seront fixées par ordre de service.

En application de l'article 22 du CCAG-PI, l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du présent marché à l'issue de chacune des parties techniques.

Le marché dans sa globalité prend fin selon les modalités de l'article 8 du CCAP.

A titre indicatif, la durée globale du marché est estimée à dix-huit (18) mois **(hors délais de validation du représentant de l'acheteur).**

Partie technique	Mission	Délais
Partie technique 1	Diagnostic du réseau incendie à base d'eau	6 mois
Partie technique 2	Diagnostic et analyse des matériels de détection et d'extinction	6 mois
Partie technique 3	Diagnostic des matériels concourant à la protection incendie	6 mois

4.2. - Pénalités

Il est précisé que les pénalités prévues au présent CCAP peuvent se cumuler.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le titulaire n'est pas automatiquement exonéré des pénalités qui ne dépasseraient pas 300 € H.T.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, les pénalités pour retard sont encourues du simple fait de la constatation du retard par le représentant de l'acheteur, hormis les documents faisant l'objet d'une demande spécifique par OS qui feront l'objet d'une mise en demeure préalable avec mention d'une date limite.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 15 % du montant total du marché.

4.2.1. - Pénalités pour retard dans la remise des documents (y compris livrables) avant et pendant l'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 14.1 du C.C.A.G./P.I., cette pénalité est applicable sur simple constatation à compter du lendemain suivant le dernier jour du délai imparti pour fournir le document.

A la réception du document concerné, le représentant de l'acheteur établit par OS le décompte des jours de retard et le montant des pénalités appliquées.

<i>Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI, en cas de retard dans la remise des documents le titulaire du marché encours une pénalité de</i>	
Pour chaque livrable	<i>150 € HT / livrable / jour de retard</i>
Pour tout autre document	<i>150 € HT / document / jour de retard</i>

4.2.2. - Pénalités diverses.

<i>PENALITES DIVERSES</i>	
<i>Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI</i>	
<i>Objet</i>	<i>Montant en €</i>
<i>Non-respect des moyens humains décrits dans le mémoire technique</i>	

En cas de non-respect des moyens humains décrits dans le mémoire technique	le titulaire subit une pénalité de 250 € HT par jour de retard en cas de personnel manquant ou ne respectant pas le profil mentionné au mémoire technique
Qualité des livrables	
En cas de 2^{ème} rejet partiel ou total ou de 2^{ème} ajournement d'un livrable jugé de qualité insuffisante	200 € HT / par document/jour
À partir du 3^{ème} rejet partiel ou total ou à partir du 3^{ème} ajournement d'un livrable jugé de qualité insuffisante	250 € HT / par document/jour
Sous-traitance illégale	
<p><i>Le titulaire du marché encourt une pénalité pour sous-traitance constatée n'ayant pas fait au préalable l'objet d'une acceptation du représentant de l'acheteur et de l'agrément de ses conditions de paiement. Ces pénalités font l'objet d'une décision du représentant de l'acheteur notifiée par ordre de service.</i></p> <p><i>Le titulaire est tenu d'inclure dans le sous-traité et dans l'acte spécial qu'il présente au représentant de l'acheteur une clause prévoyant « la résiliation du sous-traité entre le sous-traitant et le titulaire et la résiliation de l'acte spécial » dans le cas où le sous-traitant fait pénétrer une autre entreprise n'ayant pas fait l'objet de l'acceptation du représentant de l'acheteur et de l'agrément de ses conditions de paiement (« sous-traitance occulte »). Cette mesure est valable pour toute entreprise (sous-traitance indirecte). Le titulaire reste responsable de ses sous-traitants et des entreprises qu'ils font pénétrer sur le site.</i></p>	1500 € HT/sous-traitance
Lutte contre le travail dissimulé	
<p><i>Lorsque l'acheteur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L.8221-3 et L.8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec accusé de réception de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche. Le titulaire dispose d'un délai de 15 jours, imposé par l'article R.8222-3 du code du travail pour répondre à l'injonction de l'acheteur.</i></p>	<i>10% du montant hors taxes du marché, sans pouvoir excéder le montant des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du code du travail.</i>
Absences aux réunions	
<p><i>Une réunion d'avancement a lieu sur convocation du représentant de l'acheteur. Le compte-rendu de chaque réunion est notifié au titulaire par ordre de service. Les comptes rendus de réunions d'avancement valent convocation des entreprises lorsqu'ils mentionnent les informations pour la réunion suivante. Les réunions d'avancement sont obligatoires pour le titulaire.</i></p>	200 € HT par absence.
Non-remise du laissez-passer	
<i>La non remise du badge de laissez-passer</i>	50 €

ARTICLE 5. - LIVRABLES

La nature et le nombre de livrables sont déterminés dans le CCTP et son annexe.

5.1. - Présentation des livrables

Le titulaire fournira chaque livrable en version informatique (fichier « .PDF » et fichier natif) ainsi qu'une version en papier recyclé. Les plans, documents, dossiers et supports informatiques devront être soigneusement conditionnés. Sur tous les documents remis figureront les précisions suivantes :

- Nom du titulaire ;
- Date d'exécution des prestations ;
- Cartouche et logotype du SID IDF.

Chaque livrable sera présenté au représentant de l'acheteur dans le cadre d'une réunion organisée entre les parties à cet effet. Plusieurs livrables pourront être présentés lors d'une même réunion, avec accord préalable du représentant de l'acheteur.

Tous les documents mis à disposition du représentant de l'acheteur seront de préférence au format dématérialisé et /ou sur supports en papier recyclé ou éco labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (label FSC, PEFC ou équivalent).

Avant tout échange de document par voie électronique (notamment par mail), le titulaire devra impérativement vérifier auprès du conducteur d'opération que le document qu'il produit ne doit pas porter le marquage DIFFUSION RESTREINTE.

En cas de marquage **DIFFUSION RESTREINTE, il devra impérativement respecter les dispositions particulières applicables aux livrables désignés à l'annexe A (portant le marquage DIFFUSION RESTREINTE)**

5.2. La charte Relations Fournisseurs Responsables (RFR)

Le ministère des armées a obtenu le label « relations fournisseurs et achats responsables », (RFAR) adossé à la norme ISO 20400:2017 « Achats Responsables – Lignes directrices », délivré par la Médiation des entreprises et le conseil national des achats. A ce titre, il souhaite favoriser et valoriser les bonnes pratiques à l'égard de l'ensemble des fournisseurs et des sous-traitants intervenant sur ses marchés publics, et inviter l'ensemble de ses fournisseurs à se conformer à la norme ISO 20400:2017, et aux exigences de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) et label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR), et/ou toute norme ou tout label équivalent.

Le titulaire s'engage à informer le ministère des armées de toute démarche entreprise en la matière, notamment la signature de la charte « relations fournisseurs responsables » (RFR) puis le dépôt d'un dossier de candidature au label « relations fournisseurs et achats responsables » (RFAR) et de l'éventuelle obtention de ce label, ainsi que des mesures prises pour intégrer les recommandations de la norme ISO 20400:2017 dans ses processus internes. La médiation des entreprises (en association avec le conseil national des achats (CNA)) vous accompagne dans cette démarche – pour toute information : Site internet : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>.

ARTICLE 6. - PRESTATIONS – MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

6.1 – Contenu des prix

Les prix du marché sont établis hors T.V.A.

Ils sont réputés comprendre notamment :

- les frais de déplacement ;
- tous les frais d'assurances permettant au titulaire de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur, du représentant de l'acheteur et des tiers victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution de ses prestations ;

- les frais découlant de la prise en compte des contraintes opérationnelles et des restrictions d'accès au site ;
- les frais d'établissement et de diffusion des documents ;
- le temps passé pour les éventuelles visites et la participation aux réunions diverses (réunions d'avancement, etc.) comprenant la rédaction des comptes rendus, (y compris les frais de déplacements et d'hébergement) ;
- les dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, à partir de la notification du marché,
- Le montant indiqué dans la DPGF, s'agissant des différentes réunions, prend en compte les frais de déplacement, le temps consacré aux formalités d'accès au site et les frais divers (ex: secrétariat).

Le temps minimum indiqué pour les réunions s'entend du temps effectif sur site hors temps consacré aux formalités d'accès au site et hors temps de trajet.

Les prestations faisant l'objet du présent marché sont rémunérées en euros par l'application d'un prix global et forfaitaire précisé à l'article 2 de l'acte d'engagement.

6.2 - Modalités de règlement des comptes

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet de paiements partiels et, le cas échéant, d'acomptes puis d'un solde dans les conditions suivantes :

- après achèvement de chacune des parties techniques définies à l'article 1.3 du présent CCAP ;
- toutefois, lorsque les prestations d'une partie technique s'exécutent sur une durée supérieure à trois mois, elles font l'objet d'acomptes versés trimestriellement.

Dans le cas où le titulaire serait une PME, conformément aux dispositions de l'article R.2191-22 du Code de la commande publique, les acomptes seront, sur sa demande écrite, versés mensuellement à compter du premier mois échu et leur montant sera calculé au prorata des prestations réellement achevées.

Les prestations incluses dans les phases décrites à l'article 1.3 du présent CCAP ne peuvent faire l'objet de paiements partiels définitifs qu'après leur achèvement total et leur admission par le représentant de l'acheteur conformément à l'article 8 du présent CCAP.

Les demandes d'acomptes seront établies **impérativement** sous forme de facture avec une fiche de situation de prestations, basée sur le document de prix initial.

6.2.1 - Acomptes

6.2.1.1 - Demande d'acompte

La demande d'acompte est établie par le titulaire sous forme de facture. Elle comporte le compte rendu d'avancement de la partie technique considérée ainsi que le pourcentage d'avancement de son exécution. Si besoin, un mémoire justifie les sommes auxquelles prétend le titulaire.

Ce pourcentage, après accord du représentant de l'acheteur, sert de base au calcul du montant de l'acompte correspondant.

6.2.1.2 - Acompte

A partir de la demande d'acompte présentée sous forme de facture par le titulaire le représentant de l'acheteur établit l'état de la facture à verser au titulaire. Par dérogation à l'article 11.3.2 du C.C.A.G. /P.I., le représentant de l'acheteur tient compte, sur proposition du titulaire, de l'effet de la variation prévue par l'article 6.3 du C.C.A.P. ainsi que des pénalités et réfections applicables.

Les prestations incluses dans les parties décrites à l'article 1.3 du présent C.C.A.P. ne peuvent faire l'objet de paiements partiels définitifs qu'après leur achèvement total et leur admission par le représentant de l'acheteur, conformément à l'article 8 du présent C.C.A.P.

Les demandes de paiement seront établies **impérativement** avec une fiche de situation de prestations.

6.2.3 - Paiement partiel

Pour l'application des dispositions de l'article 11.7, du C.C.A.G/P.I, chaque phase technique décrite à l'article 1.3 du présent C.C.A.P donnera lieu à paiement partiel définitif.

6.2.3.1 - Facture partielle

Après admission des prestations d'une des parties techniques décrites à l'article 1.3 du présent C.C.A.P., le titulaire remet au représentant de l'acheteur une facture des sommes dont il demande le paiement. Cette facture comporte notamment une récapitulation des acomptes versés et, éventuellement, le montant du solde restant dû.

Le représentant de l'acheteur peut rectifier la facture.

Dans ce cas, la facture rectifiée est notifiée au titulaire qui dispose d'un délai de 45 jours maximum pour en contester éventuellement le montant. Passé ce délai, le montant de la facture devient définitif

6.2.3.2 - Paiement partiel

Le montant de la facture est établi par le représentant de l'acheteur. Il correspond au montant des sommes dues au titulaire pour la partie technique considérée, diminué, le cas échéant, du montant cumulé des acomptes payés pour cette partie technique.

6.2.4 - Solde

6.2.4.1 - Facture finale

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 8 du présent C.C.A.P., le titulaire adresse au représentant de l'acheteur une facture finale correspondant aux prestations fournies.

Cette facture présentera un récapitulatif des paiements partiels déjà réglés ainsi que du solde à verser dont le montant est égal au montant du paiement partiel définitif correspondant à la dernière partie technique réalisée.

Le représentant de l'acheteur peut rectifier la facture finale. Dans ce cas, la facture rectifiée est notifiée au titulaire qui dispose d'un délai de 45 jours maximum pour en contester éventuellement le montant. Passé ce délai, le montant de la facture devient définitif.

6.2.4.2 - Solde

Après réception de la facture finale et constatation de l'achèvement de la partie technique considérée dans les conditions prévues à l'article 8 du C.C.A.P., le représentant de l'acheteur admet la mission par décision et met en œuvre son paiement final et définitif.

6.3 - Variation dans les prix

6.3.1 - Mode de variation des prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût de la prestation sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

Les prix sont révisables suivant les modalités fixées ci-après.

6.3.2 - Mois d'établissement du prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « **mois zéro** » (mois M₀).

6.3.3 - Choix de l'index de référence

L'index de référence *I* choisi en raison de sa structure pour la révision des prix du marché est l'**index INGENIERIE** créé par la circulaire économie et finances C.C.M./121 du 19 février 1974 (base 100 en janvier 2010).

6.3.4 - Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision *C_n* applicable pour le calcul de l'acompte du mois *n* est donné par la formule :

$$C_n = 0,125 + 0,875 \times \frac{I_n}{I_0}$$

dans laquelle *I₀* et *I_n* sont les valeurs prises par l'index de référence *I* du marché respectivement au mois zéro et au mois *n*.

En cas de prix nouveaux, ceux-ci seront établis sur les mêmes bases que les prix du marché, notamment aux conditions économiques en vigueur le mois d'établissement de ces prix selon la formule suivante : *PN x (I₀ / I_n)* dans laquelle, *I₀* et *I_n* représentent respectivement l'index du mois zéro et l'index connu au jour d'établissement du prix nouveau (*PN*).

La périodicité de la révision suit la périodicité des acomptes.

6.3.5 - Application de la taxe à la valeur ajoutée :

Les montants des règlements sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur à la date du fait générateur de la T.V.A.

Ces montants sont éventuellement rectifiés en vue de l'établissement du solde en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors des encaissements correspondants, sauf disposition particulière édictée en vertu de la réglementation générale des prix.

6.4 - Délais globaux de paiement

Le paiement des acomptes, des paiements partiels définitifs et du solde interviendra dans un délai maximum de **30 jours**.

6.4.1 - Point de départ du délai global de paiement

Pour les avances avant acomptes

Le paiement de l'avance intervient dans un délai maximum de 30 jours, compté à partir de la notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché si un tel acte est prévu, ou à défaut, à partir de la date de notification du marché.

Pour les acomptes

Pour un acompte, le point de départ du délai global de paiement est la date de réception par le représentant de l'acheteur de la demande de paiement du titulaire ou la date d'achèvement des prestations faisant l'objet dudit paiement lorsque cette dernière date est postérieure à la date d'admission par le représentant de l'acheteur de la demande de paiement du titulaire.

Pour les paiements partiels et le solde

Le point de départ du délai global de paiement pour un paiement partiel définitif ou pour le solde, est la date d'admission par le représentant de l'acheteur de la demande de paiement du titulaire, ou la date de la notification de la décision d'admission de la partie technique considérée, si cette date est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

6.4.2 - Suspension du délai global de paiement

En cas de remise par le titulaire d'une demande de paiement jugée incomplète, le représentant de l'acheteur peut suspendre le délai global de paiement défini ci-dessus pour chaque acompte, paiement partiel définitif ou pour le solde. Cependant le délai global de paiement ne peut être suspendu qu'une fois par acompte, paiement partiel définitif ou pour le solde.

Cette suspension fait l'objet d'une notification au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter. Le délai global de paiement de l'acompte, du paiement partiel définitif ou du solde correspondant est alors suspendu jusqu'à la remise par le titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

A compter de la réception des justifications demandées par le représentant de l'acheteur, un nouveau délai global de paiement est ouvert.

Ce nouveau délai est égal :

- au solde restant à courir à la date de suspension, si ce solde est supérieur à 25 jours ;
- à 25 jours, si ce solde est inférieur ou égal à 25 jours.

6.5 - Facturation

Conformément à l'article 3 de l'ordonnance 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, l'obligation de transmettre à l'Etat les factures au format dématérialisé s'impose depuis le 1er janvier 2020 pour toutes les entreprises.

Le service fait doit être réalisé avant le dépôt de la facture sur le portail Chorus Pro.

Ce portail est accessible à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Il est nécessaire, au préalable, d'avoir créé son compte sur Chorus Pro.

Avant de pouvoir déposer sa facture, le titulaire doit disposer des 3 éléments suivants :

- **le code SE (N° SE : D10711L078) ;**
- **le numéro SIRET ETAT 13000190200167 ;**
- **le numéro d'engagement juridique.**

Les factures sur état d'acompte seront déposées dans l'onglet « Factures de travaux ». Pour toutes questions relatives au paiement sur états d'acompte, écrire à l'adresse suivante :

sid-ile-de-france.charge-fin.fct@intradef.gouv.fr

Chaque demande de paiement, transmise au plus tôt à la date à laquelle les paiements seront exigibles, sera adressée en toutes lettres, datée, signée et devra comporter les éléments suivants :

- le numéro du marché (et numéro d'EJ Chorus) et sa date de notification ;
- les prestations auxquelles se rapporte la demande de paiement ;
- la raison sociale exacte du titulaire (ou du sous-traitant), son numéro d'inscription au registre du commerce, son numéro d'identification SIRET et la domiciliation des paiements (demande établie sur papier à en-tête de l'entreprise).

6.6 - Intérêts moratoires

Le taux des intérêts moratoires mentionnés à l'article L.2192-13 du Code de la commande publique est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de

refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 €, due le 1^{er} jour de retard, s'ajoute systématiquement aux intérêts moratoires.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la mise en paiement du principal inclus.

6.7 - Paiement des cotraitants et des sous-traitants

6.7.1 - Désignation de sous-traitants en cours de marché

Pour déposer ses déclarations de sous-traitance, le représentant de l'acheteur **impose aux titulaires et aux sous-traitants l'utilisation des services dématérialisés de la société SUBCLIC (<https://subclic.com/>)**. Pour satisfaire cette obligation, le titulaire est tenu de compléter l'article 6 de l'acte d'engagement désignant la personne physique de l'entreprise responsable de la vérification et de la signature des actes de sous-traitance.

Il s'agit d'un outil informatique gratuit pour les entreprises, qui permet, la transmission, la validation et la signature de l'ensemble des demandes d'acceptation de sous-traitance.

L'inscription doit être maintenue active pendant toute la durée du **contrat**.

Le guide de démarrage pour déclarer un sous-traitant est annexé au présent CCAP.

6.7.2 - Modalités de paiement direct

En cas de groupement

La remise de la facture à l'acheteur par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer à chacun des membres du groupement, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le contrat.

En cas de sous-traitance

Pour les sous-traitants payés directement, le titulaire fait parvenir au représentant de l'acheteur les pièces justificatives, établies par les sous-traitants, revêtus de son acceptation ou de son refus motivé, accompagnées d'une attestation indiquant les sommes à régler par le représentant de l'acheteur, à chaque sous-traitant concerné. Ces sommes tiennent compte d'une éventuelle variation dans les prix et incluent la TVA.

Dans le cas où plusieurs sous-traitants seraient impliqués dans une même facture, le titulaire doit faire parvenir l'ensemble des pièces justificatives relatives à ses sous-traitants dans un même envoi.

Il est précisé que le montant total des mandatements effectués au profit d'un sous-traitant ne peut excéder le montant maximum à sous-traiter.

Si le titulaire désire, durant l'exécution du marché, modifier le montant des prestations sous-traitées, il devra en faire préalablement la demande au représentant de l'acheteur par acte spécial modificatif.

Sous-traitance de second rang

Le sous-traitant de second rang doit être accepté et ses conditions de paiement agréées par le représentant de l'acheteur

A cet effet, le sous-traitant de premier rang établira un acte spécial de sous-traitance, accompagné des attestations sur l'honneur usuelles. Ces documents seront ensuite transmis au titulaire du marché, lequel les transmettra à son tour au représentant de l'acheteur, après avoir apposé sa signature sur l'acte spécial.

Le sous-traitant de premier rang devra également fournir une caution (délégation de paiement interdite) délivrée par un établissement financier agréé.

En application de l'article L.2193-14 du Code de la commande publique, le non-respect de cette condition rend la sous-traitance nulle.

ARTICLE 7. - CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SÛRETÉ

7.1 - Retenue de garantie

Le titulaire est dispensé de constituer une retenue de garantie.

7.2 - Avances

L'option A de l'article 11.1 du C.C.A.G/ PI s'applique au présent marché.

Une avance est versée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement lorsque les conditions cumulatives stipulées à l'article R.2191-3 du Code de la commande publique sont remplies.

Le délai initial N d'exécution du marché étant supérieur à douze (12) mois, le montant de l'avance est égal au produit de 5 % du montant initial du marché par 12 / N, N étant exprimé en mois.

Conformément à l'article R2191-7 du CCP, ce taux est porté à 30%, lorsque le titulaire est une PME mentionnée à l'article R2151-13.

Le paiement de l'avance intervient sans formalités dans le délai global de trente (30) jours compté à partir de la date de notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations exécutées, qui figure à un décompte mensuel atteindra ou dépassera soixante-cinq pour cent (65 %) du montant initial des prestations du titulaire. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint quatre-vingt pour cent (80 %) du montant des prestations du titulaire.

Le montant de l'avance ne sera pas révisé ni actualisé.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants admis au paiement direct lorsque le montant des travaux dont ils sont chargés dépasse le seuil fixé par le Code susvisé pour le versement de cette avance.

Le paiement de l'avance pour le sous-traitant intervient sans formalités dans le délai global de trente (30) jours compté à partir de la date de notification de l'acte spécial.

ARTICLE 8. - ADMISSION DES LIVRABLES ET PRESTATIONS

8.1. Opérations de vérification

Les prestations faisant l'objet du marché sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations prévues au marché. Compte tenu de la nature des prestations à réaliser, par dérogation à l'article 28.5 du CCAG, la présence du titulaire n'est pas requise.

8.1.2. Délais de vérification

Conformément à l'article 28.2 du C.C.A.G. / P.I., la décision d'admission, d'ajournement ou de rejet des prestations doit intervenir dans un délai de deux à compter de la date de remise des prestations par le titulaire.

Le délai d'admission des livrables court à compter de la date de réception du document par le représentant de l'acheteur, selon un mode de transmission permettant de déterminer de façon certaine sa date de réception.

8.2. Admission des livrables

Par dérogation aux articles 28.1 et 29 du C.C.A.G. / P.I., les livrables mentionnés au C.C.P. ne pourront être, après vérification, qu'acceptés, acceptés avec observations ou refusés par le représentant de l'acheteur.

En cas de refus, le titulaire devra reprendre ses études gratuitement, sans pouvoir prétendre à indemnité. Les pénalités de retard seront appliquées à compter du lendemain suivant le dernier jour du délai imparti initialement pour fournir le document, et ce jusqu'à la remise d'un nouveau livrable.

En cas d'acceptation avec observations, le titulaire devra reprendre ses études dans un délai fixé par le représentant de l'acheteur ne pouvant être supérieur à 15 jours calendaires. Ce délai court à compter de la notification de la demande du représentant de l'acheteur. Le titulaire encourt de nouveau les pénalités pour retard s'il dépasse le nouveau délai accordé pour la reprise de ces études.

Dans les deux cas, le représentant de l'acheteur dispose, après présentation par le titulaire des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus, pour prendre une nouvelle décision.

8.3 - Admission des parties techniques

Par dérogation à l'article 29 du C.C.A.G. /P.I., l'admission de chacune des parties techniques définies à l'article 1.3 du présent CCAP ne peut intervenir qu'après remise complète des documents qui s'y rapportent et qu'après que le titulaire ait rempli toutes ses obligations, le tout validé par ordre de service.

Conformément à l'article 29 du C.C.A.G./P.I., la décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet des documents ou avis sera notifiée au titulaire dans le délai de deux mois à compter de la remise complète des documents se rapportant à la partie technique concernée.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-avant, la prestation est considérée comme refusée avec effet à compter de l'expiration du délai, par dérogation à l'article 29 du C.C.A.G./P.I.

En cas de rejet ou d'ajournement, le représentant de l'acheteur dispose pour donner son avis, après présentation par le titulaire des documents modifiés, des mêmes délais que ceux indiqués ci-avant.

8.4 - Achèvement de la mission

L'admission de la mission est prononcée par décision du représentant de l'acheteur, dans les conditions de l'article 29 du CCAG PI, constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations et uniquement après validation par ordre de service de l'ensemble des documents dus au titre de sa mission.

Conformément à l'article 29.4, en cas de rejet des prestations par le représentant de l'acheteur, le titulaire est tenu de reprendre à nouveau ses prestations à ses frais.

8.5 - Certificat de bonne exécution de marché (CBEM).

Le SID peut délivrer au titulaire du présent contrat, ayant donné toute satisfaction dans l'exécution de ses obligations, un « Certificat de bonne exécution de marché », ceci sur demande du titulaire.

La décision de délivrer ce certificat est soumise à la libre appréciation du SID qui dispose, à cet égard, d'un pouvoir discrétionnaire. En effet, la délivrance d'un tel certificat pourra notamment être refusée si la qualité ou la quantité des livrables ou prestations attendu(e)s n'est pas conforme aux stipulations contractuelles, si la relation commerciale s'est révélée difficile, ou si le contrat est résilié aux torts du titulaire ...

La demande d'attribution du CBEM est à adresser par le titulaire au service d'achat qui lui a notifié le marché.

ARTICLE 9. - ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

En application de l'article 22 du C.C.A.G./P.I., le représentant de l'acheteur se réserve la possibilité

d'arrêter l'exécution des prestations à l'issue de chacune des parties techniques décrites à l'article 4 du présent C.C.A.P.

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

ARTICLE 10. RESILIATION DU MARCHÉ

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 36 à 42 inclus du CCAG PI.

10.1. Résiliation pour motif d'intérêt général

Par dérogation à l'article 40 du CCAG PI, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général par l'acheteur, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage de 3%.

10.2. Résiliation pour autres motifs

Par dérogation à l'article 36 du CCAG PI, le représentant de l'acheteur se réserve le droit de mettre fin à ce marché à n'importe quel moment et sans indemnité pour ce titulaire :

- en cas de non-respect des clauses contractuelles du cahier des charges ;
- en cas de non-respect de la législation et de la réglementation du travail en vigueur ;
- en cas de violation des obligations mentionnées à l'article 1.4 (Dispositions particulières à la Défense) du présent CCP et indépendamment des sanctions pénales éventuellement encourues ;
- en cas de décision ministérielle de dissolution ou de restructuration ayant une incidence sur le déroulement du marché.

Suite à résiliation, et en application des dispositions de l'article 27.1 du CCAG PI le représentant de l'acheteur se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues.

ARTICLE 11. – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Les définitions des « résultats » et des « connaissances antérieures » sont celles prévues à l'article 32 du C.C.A.G. / P.I.

11.1. Régime des connaissances antérieures

Conformément à l'article 33 du C.C.A.G. / P.I, la conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures. L'acheteur, le titulaire du marché et les tiers désignés dans le marché restent titulaires, chacun en ce qui le concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures.

Lorsque le titulaire du marché incorpore des connaissances antérieures aux résultats et que ces dernières sont strictement nécessaires pour la mise en œuvre des résultats, le titulaire du marché concède, à titre non exclusif, à l'acheteur et au tiers désignés dans le marché le droit d'utiliser de façon permanente, par tout moyen et sous toutes formes, les connaissances antérieures strictement nécessaires pour utiliser les résultats dans les conditions prévues par l'article 33.2 du C.C.A.G. / P.I.

A ce titre, le titulaire du marché s'engage à communiquer à l'acheteur au fur et à mesure du développement du résultat un rapport constitué de la liste complète des connaissances antérieures utilisées en précisant pour chacune d'elles les informations suivantes : nom du composant, nom du ou des auteurs, source (site internet, etc.), régime juridique. Un rapport est remis à l'acheteur avec la livraison finale du « résultat ».

Le titulaire du marché doit également s'assurer qu'il a acquis les droits permettant à l'acheteur de les

exploiter dans le cadre du marché. Le cas échéant, les justificatifs utiles doivent être transmis.

11.2. Savoir-faire

La protection du savoir-faire ne peut être opposée à l'acheteur pour l'utilisation des résultats des prestations.

Les méthodes et le savoir-faire développés par le titulaire sont compris dans le marché.

11.3. Régime des résultats

Les stipulations de l'article 35 du C.C.A.G. / P.I. sont applicables et font parties intégrantes du présent marché.

L'acheteur se réserve le droit de diffuser ou transférer les droits sur les résultats à d'autres opérateurs économiques dans le cadre de la passation ou de la réalisation de contrats publics.

Le prix des droits d'utilisation des résultats est inclus forfaitairement dans le prix du marché.

Par dérogation à l'article 35.3.1, en raison de la nature des résultats (livrables), l'acheteur n'autorise pas le titulaire à exploiter, y compris à titre commercial, les résultats créés à l'occasion du marché.

11.4. Destruction des données

Les dispositions de l'article 31 du C.C.A.G. / P.I. sont applicables et font parties intégrantes du présent marché.

ARTICLE 12. - NON CANDIDATURE AUX MARCHES DE CONCEPTION ET DE REALISATION ET AUX MARCHES DE TRAVAUX

Il est interdit au titulaire du présent marché, de se porter candidat au(x) marché(s) de conception et aux marchés de travaux ou de collaborer avec une des entreprises de travaux retenues, relatif à l'opération :

Saclay (91) -DGA EP-Mise à hauteur des installations de sécurité incendie

De même, aucun lien juridique ne devra unir le titulaire du présent marché d'assistance à l'acheteur, ni à un candidat à l'opération de maîtrise d'œuvre privée, ni à une entreprise candidate au(x) marché(s) de travaux.

ARTICLE 13. – OBLIGATION DE TRANSMISSION DE DOCUMENTS.

13.1. Application de la réglementation du travail.

Conformément à l'article R.2143-8 du code de la commande publique, le titulaire du marché produit tous les six mois les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7, ou D. 8254-2 à D.8254-5 du Code du travail, et ce jusqu'à la date de fin du marché.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement à l'adresse suivante :

<https://www.e attestations.com>

A défaut, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire en application de l'article 39.1 a) du C.C.A.G./PI. La date de début du délai de six mois est la date de remise des offres figurant en page de garde du règlement de la consultation.

En application de l'article D.8254-2 à 5 du Code du travail et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit remettre à l'acheteur une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire

appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

13.2. Assurances.

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est titulaire d'une assurance couvrant les responsabilités résultant de l'accomplissement de sa mission.

A tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Le défaut d'assurance entraînera la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire du marché.

ARTICLE 14. – DIFFERENST ET LITIGES

A/ Règlement des litiges : Médiation

A défaut de résolution du litige ou différend de façon amiable conformément à l'article 12.B/ ci-après, l'entreprise peut saisir la mission ministérielle PME –

Point de contact : missionministérielle.pme@defense.gouv.fr .

Hors cette médiation interne au ministère des Armées, l'opérateur économique ou la personne publique peut demander à ce que les litiges et les différends éventuels nés à l'occasion de l'exécution d'un marché ou d'un accord-cadre soient conformément à la réglementation soumis à la Médiation des entreprises. Le médiateur interne du ministère des armées et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable à leur litige ou leur différend. Si le litige ou le différend persiste, une procédure contentieuse peut être engagée.

B/ Règlement amiable et contentieux des différents et litiges

Le règlement des différents et litiges s'opère en application de l'article 43 du CCAG PI.

ARTICLE 15. - DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Dérogation à l'article 3.8 du C.C.A.G./P.I. apportée par l'article 1.5.1 du C.C.A.P.

Dérogation à l'article 3.4.1 du C.C.A.G./P.I. apportée par l'article 1.6.2 du C.C.A.P.

Dérogation à l'article 4.1 du C.C.A.G./P.I. apportée par l'article 2.1 du C.C.A.P.

Dérogation à l'article 13.1.1 du C.C.A.G./P.I. apportée par l'article 4.1 du C.C.A.P.

Dérogation aux articles 14, 14.1, 14.1.2, 14.1.3, 14.1.1 et 14.2.2 du C.C.A.G./P.I. apportée par l'article 4.2 du C.C.A.P.

Dérogation à l'article 11.3.2 du C.C.A.G./P.I. apportée par l'article 6.2.1.2 du C.C.A.P.

Dérogation à l'article 28.5 du C.C.A.G./P.I. apportée par l'article 8.1 du C.C.A.P.

Dérogation aux articles 28.1 et 29 du C.C.A.G./P.I. apportée par l'article 8.2 du C.C.A.P.

Dérogation à l'article 29 du C.C.A.G./P.I. apportée par l'article 8.3 du C.C.A.P.

Dérogation à l'article 40 du C.C.A.G./P.I. apportée par l'article 10.1 du C.C.A.P.

Dérogation à l'article 36 du C.C.A.G./P.I. apportée par l'article 10.2 du C.C.A.P.

Dérogation à l'article 35.3.1 du C.C.A.G./P.I. apportée par l'article 11.3 du C.C.A.P.

ANNEXE CCAP

Déclaration individuelle de responsabilité au titre d'un contrat sensible

ANNEXE A**Liste des documents portant la mention « Diffusion Restreinte ».**

<i>NUMERO</i>	<i>DESIGNATION</i>
<i>1/Plan</i>	Plan de l'emprise

Liste des livrables portant la mention « Diffusion Restreinte ».

Rapports des parties techniques 1,2 et 3
Audit de l'opération